L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE VIANDE DE 1950 A 1966

par

Nicole CAMPION

Cette étude qui constitue une synthèse des principales données disponibles sur le marché de la viande se subdivise en deux parties :

- la première traite des tendances générales de la production, de la consommation et des échanges extérieurs ;
- la seconde est consacrée à une analyse par catégorie de viandes.

Sous la rubrique « viandes » figurent les viandes de boucherie (bœuf, veau, mouton, cheval), la viande de porc, le jambon, la charcuterie, la triperie et les abats de bœuf et de porc, enfin les conserves de viande et les plats cuisinés. Les volailles, lapins et gibiers ne sont pas compris dans cette rubrique. Il y a, en effet, une grande différence dans les conditions et structures de production, ainsi que dans l'élasticité des prix relatifs et le volume de l'autoconsommation de ces deux catégories d'aliments carnés. Il est donc important de déterminer séparément leur place respective dans la consommation des ménages.

Les chiffres figurant dans les pages suivantes proviennent des séries statistiques du C.R.E.D.O.C., (1) des statistiques annuelles du Ministère de l'Agriculture (complétées par des chiffres donnés par des associations professionnelles pour le jambon et la charcuterie). Les chiffres d'importation et d'exportation sont extraits des statistiques du Commerce Extérieur et d'études annuelles effectuées par le C.N.C.E. Enfin, nous avons eu recours à une étude de l'I.N.S.E.E. sur la consommation alimentaire des Français en 1965 et à une étude du C.R.E.D.O.C. sur les prévisions de production et de consommation en 1970 et 1975, étude publiée en anglais en 1967, sous le titre : « Production and uses of selected farm products in France, projections to 1970 and 1975 ».

1. — TENDANCES GÉNÉRALES

1.1. — Évolution de la consommation de viande

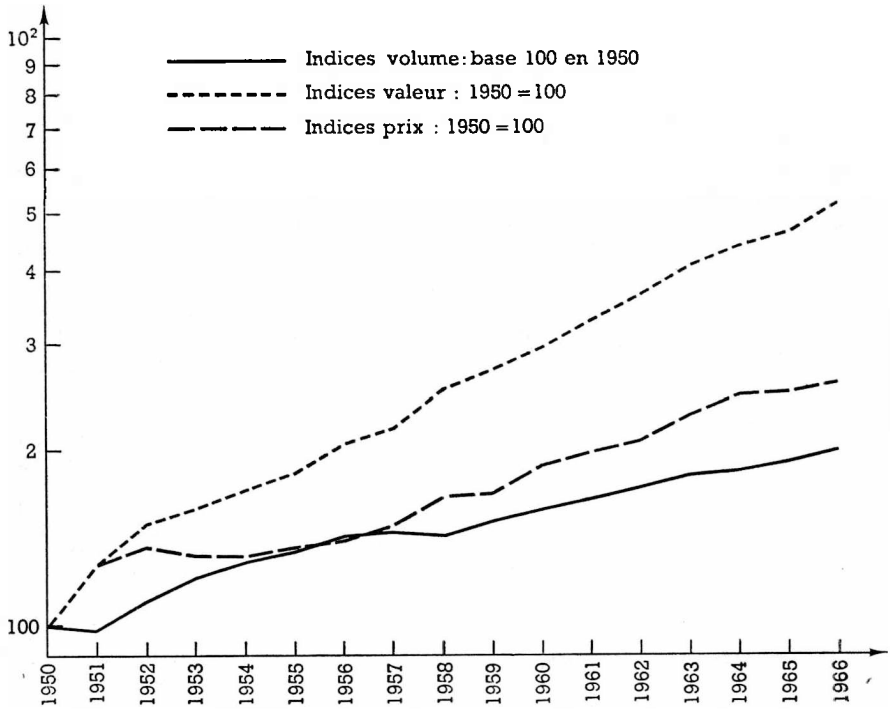
La consommation de viande est restée pratiquement stable de 1950 à 1966. Elle a représenté 10% environ des dépenses totales des ménages pendant cette période, malgré une forte hausse des prix (+ 155 % de 1950 à 1966 contre 117 % pour l'emsemble de la consommation). La demande de viande a évolué de façon très différente de celle des autres produits alimentaires dont la part dans les dépenses des ménages va en diminuant. Il y a, en effet, un **changement des habitudes alimentaires** (préférence pour grillades, rôtis, jambons, conserves de viande et plats préparés) résultant de l'urbanisation croissante, de l'élévation du niveau de vie et du développement du travail féminin.

(1) Une nouvelle base pour l'établissement de ces séries doit être publiée par l'INSEE d'ici quelques mois. Elle ne modifie pas les conclusions essentielles de ce texte, sauf pour la part respective du bœuf et du porc dans les dépenses de viande (p. 99 à 101). Une annexe (p. 108) apporte quelques rectifications nécessaires.

La Région Parisienne a la plus forte consommation totale de viande et 45% de la viande sont consommés dans les 12 départements les plus industrialisés. La dispersion des chiffres de consommation autour de la moyenne ne dépasse pas cependant 20% en plus ou en moins selon les régions. **La viande est considérée comme un aliment de base devant lequel s'effacent les autres consommations, d'où** l'importance de son prix dans l'économie générale et le climat social.

La consommation de viande en termes réels (abstraction faite des variations de prix) s'est accrue de 97,2% de 1950 à 1966, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4,3%. Cette évolution a, cependant, été interrompue par deux paliers, en 1951 et 1957-58, correspondant à deux périodes de forte inflation. Il semble, en effet, que si les consommateurs réagissent peu à une augmentation progressive des prix, ils s'avèrent par contre très sensibilisés aux prix, quand la hausse a atteint un certain seuil. Dans ces conditions, on peut se demander si la consommation ne connaîtra pas un nouveau palier en 1968-1969 pour des raisons identiques.

Ensemble des viandes



1.2. — Comparaisons internationales

Nous avons établi une comparaison de la consommation de viande en kilogramme par habitant et par an, à l'aide des bilans d'approvisionnement en viande de la C.E.E. et d'une étude de l'O.C.D.E. sur les dépenses alimentaires dans l'O.C.D.E., complétées par les statistiques nationales de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Ces chiffres représentent la consommation de viande en poids carcasse, donc nettement plus élevée que la consommation de viande prête pour la consommation. Le rapport entre

le poids carcasse et le poids consommable est sensiblement le même dans les pays du tableau ci-dessous. Les chiffres de consommation en poids carcasse permettent ainsi une comparaison significative :

Consommation de viande en poids carcasse en 1964/1965

(kg par habitant)

	ALLE-MAGNE	FRANCE	ITALIE	PAYS BAS	UEBL	GRANDE BRETAGNE	SUÈDE	U.S.A. (3)
Bœuf (1)	19,0	21,3	12,0	16,5	20,2	18,3	16,0	33,3
Veau	1,8	7,6	3,1	0,6	1,9	1,9	3,0	2,0
Mouton	0,2	2,7	0,8	0,2	0,4	10,3	0,3	1,5
Cheval	0,2	2,1	0,8	2,0	3,5	4,6	1,4	4,6
Porc (2)	33,7	26,2	8,0	23,9	27,3	23,2	25,7	24,8
Abats	4.5	8,1	1,9	3,7	4,3	4,6	2,6	4,6
TOTAL	59,4	68,0	26,6	46,9	57,6	62,9	49,0	70,8

(1) Le poids ne comprend pas la graisse de découpe ; il en est de même pour le veau, le mouton et le cheval.
(2) La rubrique porc comprend le lard et le jambon et en Grande-Bretagne le bacon et le jambon.
(3) Chiffres de 1965.

Trois pays s'avèrent de gros consommateurs de viande : les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne. Par contre, la consommation italienne, avec 26,2 kg par habitant, a un niveau très inférieur à celui des autres pays européens.

La France vient au premier rang pour la consommation par habitant de veau et d'abats, au deuxième pour celle de bœuf et de mouton, au troisième pour le porc et au quatrième pour le cheval. La consommation par habitant de bœuf ne représente, cependant, que le tiers de la consommation totale de viande par habitant ; celle-ci, en effet, est très variée.

Part de chaque type de viande dans la consommation annuelle totale

(kg par habitant)

	ALLE-MAGNE	FRANCE	ITALIE	PAYS BAS	UEBL	GRANDE BRETAGNE	SUÈDE	U.S.A.
Bœuf	32,0	31,0	45,2	35,1	35,1	29,1	32,6	47,0
Veau	3,0	11,1	11,7	1,2	3,3	3,0	6,3	2,8
Mouton	0,35	4,0	3,0	0,4	0,6	16,4	0,6	2,2
Cheval	0,35	3,5	3,0	4,2	6,0	7,3	2,8	6,5
Porc	56,7	38,5	30,0	50,9	47,5	36,9	52,4	35,0
Abats	7,6	11,9	7,1	7,8	7,5	7,3	5,3	6,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ce sont de loin la France et l'Angleterre qui ont la consommation de viande la plus variée. La consommation anglaise porte surtout sur trois catégories : bœuf ; mouton ; porc et la consommation française sur quatre catégories : bœuf ; veau ; porc ; abats.

Le bœuf et le porc sont les deux viandes essentielles. Dans la consommation totale par habitant elles représentent à elles deux la part suivante :

Allemagne	88,7 %	U.E.B.L.	82,6 %
France	69,5 %	Grande-Bretagne	66,0 %
Italie	75,2 %	États-Unis	82,0 %
Pays-Bas	86,2 %	Suède	85,0 %

Il est curieux de constater que la part du bœuf dépasse 45% en Italie, pays le plus faible consommateur de viande et aux États-Unis pays le plus gros consommateur, alors qu'elle ne varie qu'entre 30 et 35% dans les autres pays.

1.3. — Consommation régionale et par catégorie socio-professionnelle

Par rapport à cette consommation moyenne élevée et en hausse rapide, il convient d'étudier la dispersion des statistiques de **consommation selon la région et la catégorie socio-professionnelle du chef de famille.**

1.3.1. — La consommation régionale

Pour la consommation régionale, nous avons pris comme base la consommation en kilogramme par habitant en 1965 (1), telle qu'elle ressort d'une étude de l'I.N.S.E.E. sur la consommation alimentaire des ménages (Études et Conjoncture, 7 juillet 1967). Par rapport à la moyenne de la France entière, on distingue cinq catégories de régions, selon l'importance de la consommation par habitant :

- **zones de très forte consommation :** indice égal ou supérieur à 1,16 par rapport à la moyenne,
- **zones de forte consommation :** indice compris entre 1,06 et 1,15 par rapport à la moyenne,
- **zones de consommation moyenne:** indice compris entre 0,95 et 1,05 par rapport à la moyenne,
- **zones de faible consommation :** indice compris entre 0,85 et 0,94 par rapport à la moyenne,
- **zones de très faible consommation :** indice égal ou inférieur à 0,84 par rapport à la moyenne.

Limites de chaque catégorie

(kg par habitant)

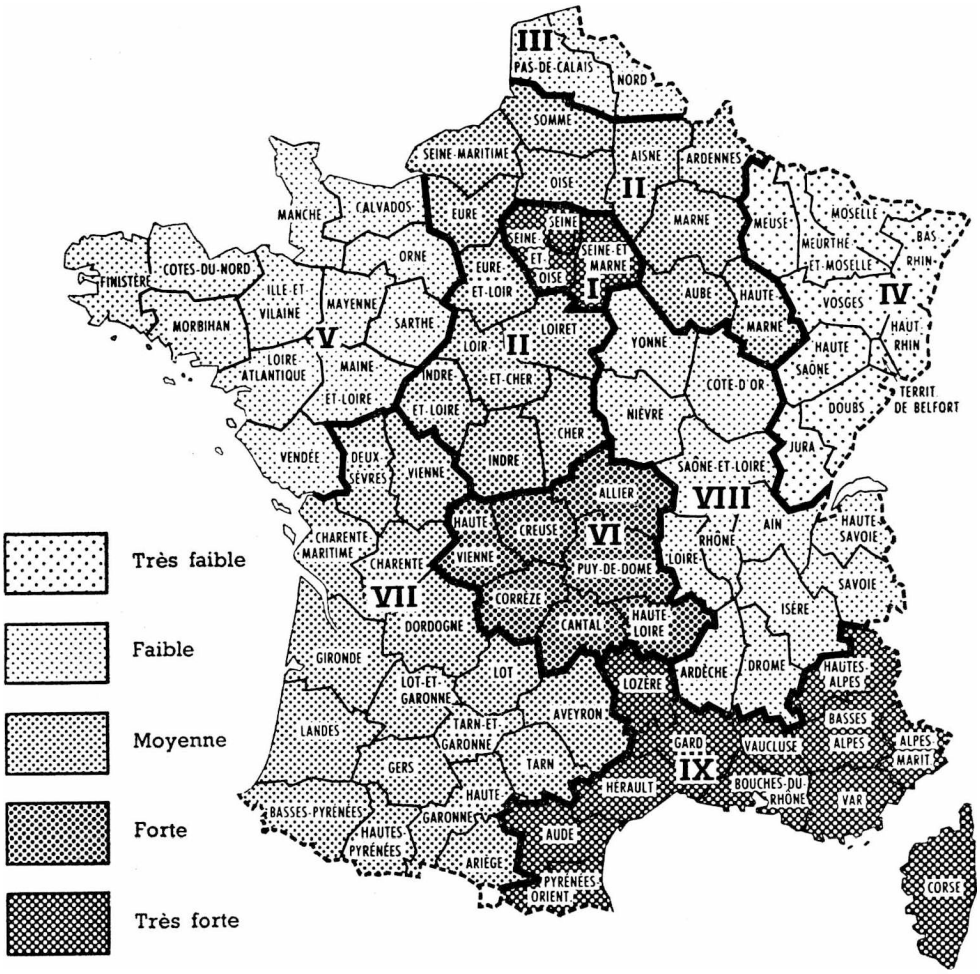
	Consommation moyenne ensemble du pays	Consommation très forte	Consommation forte	Consommation moyenne	Consommation faible	Consommation très faible
Viande de boucherie	20,93	+ de 24,0	24 à 22	22 à 19,2	19,2 à 17,8	— de 17,8
bœuf	12,70	+ de 14,8	14,8 à 13,5	13,5 à 11,9	11,9 à 10,6	— de 10,6
veau	4,83	+ de 5,5	5,5 à 5,0	5,0 à 4,6	4,6 à 4,1	— de 4,1
mouton	1,94	+ de 2,2	2,2 à 2,0	2,0 à 1,8	1,8 à 1,6	— de 1,6
cheval	1,46	+ de 1,7	1,7 à 1,5	1,5 à 1,4	1,4 à 1,2	— de 1,2
Porc	4,97	+ de 5,8	5,8 à 5,2	5,2 à 4,7	4,7 à 4,2	— de 4,2
Jambon	3,00	+ de 3,4	3,4 à 3,1	3,1 à 2,8	2,8 à 2,5	— de 2,5
Charcuterie	7,03	+ de 8,0	8,0 à 7,4	7,4 à 6,7	6,7 à 6,0	— de 6,0

La consommation de viande accuse d'assez nettes différences selon les régions ; elle varie entre 26,6 kg par habitant et 16,3 kg par habitant pour l'ensemble des viandes de boucherie. Les différences ne doivent pas être attribuées au seul facteur régional. Celui-ci joue simultanément et concurremment avec le revenu des ménages, la profession du chef de famille, ...

En outre, certaines différences résultent de substitutions entre diverses catégories de viande ainsi qu'entre le porc ou les volailles et les lapins et la viande de boucherie. Ces substitutions proviennent soit des goûts des consommateurs et des habitudes régionales, soit de l'existence de productions régionales particulières (par exemple : le Sud-Ouest produit et consomme beaucoup de mouton).

(1) Il s'agit de la consommation de viande prête pour la consommation très différente de celle en poids carcasse.

Consommation régionale de viande



Région I : Région Parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne)

Région II : Bassin Parisien (Champagne, Picardie, Hte-Normandie, Centre)

Région III : Nord, (Nord, Pas-de-Calais)

Région IV : Est (Lorraine, Alsace, Franche-Comté)

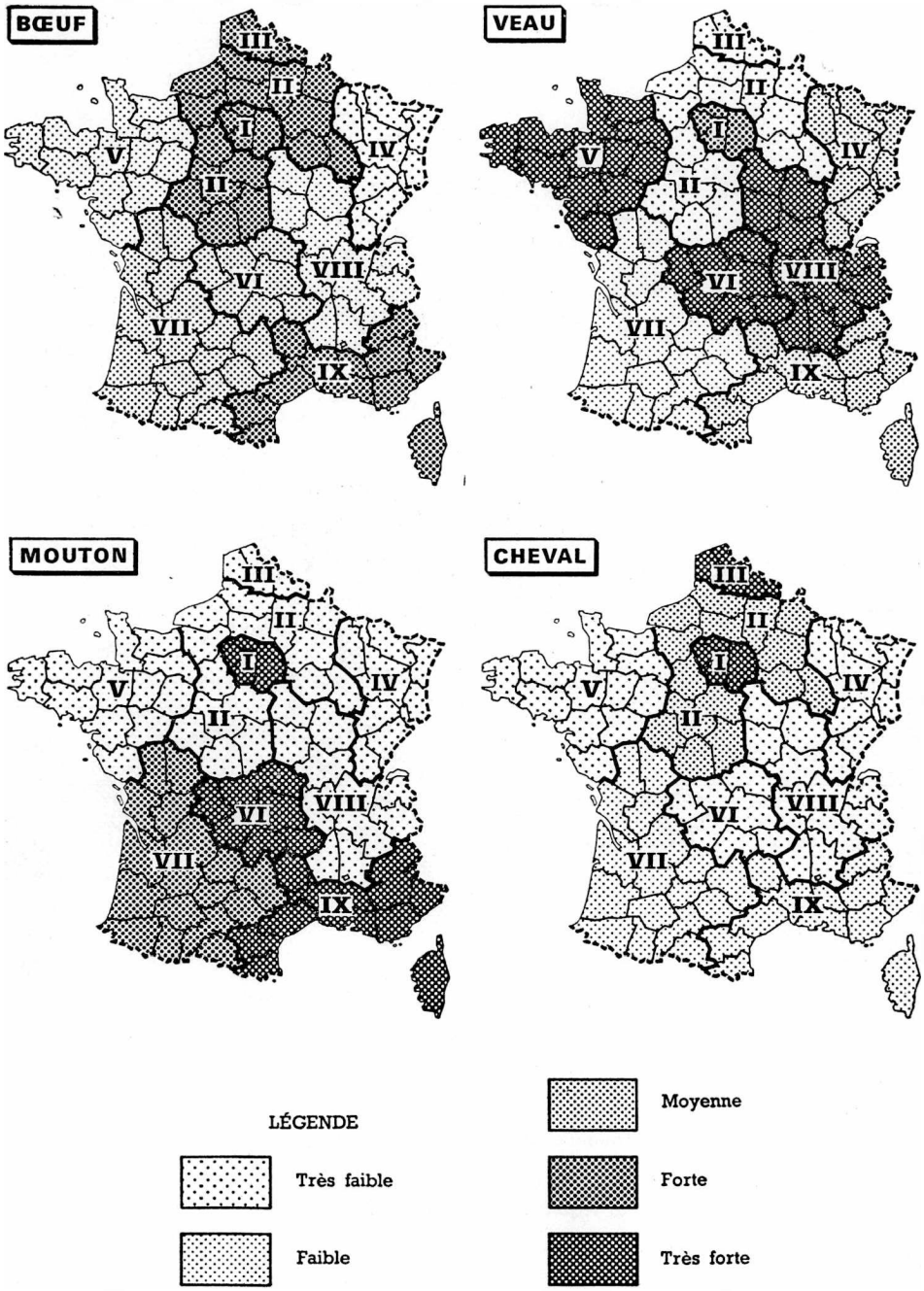
Région V : Ouest (Basse Normandie, Pays de Loire, Bretagne)

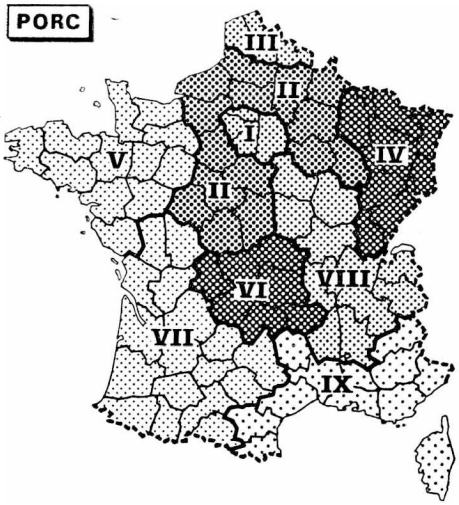
Région VI : Massif Central (Limousin, Auvergne)

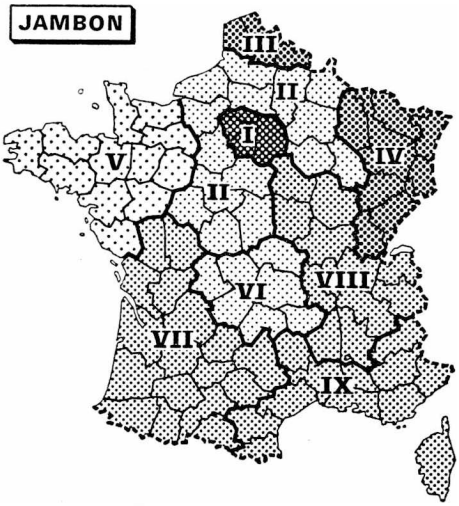
Région VII : Sud-Ouest (Poitou, Aquitaine, Midi Pyrénéen)

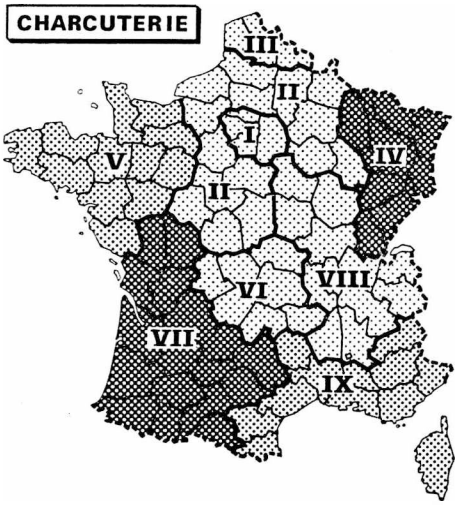
Région VIII : Sud-Est (Bourgogne, Rhône-Alpes)

Région IX : Midi-Méditerranée (Languedoc, Côte d'Azur)


BŒUF
VEAU
MOUTON
CHEVAL
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
LÉGENDE
Très faible
Faible
Moyenne
Forte
Très forte



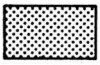


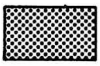


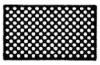
LÉGENDE

Très faible

Faible


Moyenne


Forte


Très forte

Consommation annuelle par personne selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage en 1965

(kilog)

	Agriculteurs exploitants	Salariés agricoles	Professions indépendantes	Industriels et gros commerçants	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Inactifs	Ensemble
Viande de boucherie .. dont	16,82	15,85	24,68	28,16	24,70	22,79	21,08	15,37	22,86	20,93
— Bœuf	11,28	11,66	13,96	16,05	13,80	12,95	12,29	12,17	13,80	12,70
— Veau	4,01	2,68	6,39	6,53	6,14	5,08	5,07	3,98	5,78	4,83
— Mouton	1,14	0,88	2,98	3,54	3,33	2,85	1,86	1,32	2,19	1,94
— Cheval	0,39	0,62	1,34	1,93	1,45	1,90	1,86	1,88	1,10	1,46
Porc frais, salé, fumé . dont	9,99	4,68	6,18	6,43	4,34	5,77	5,64	6,04	6,12	6,33
— Viande de porc	5,71	3,72	5,25	5,67	3,76	5,03	4,85	4,94	4,93	4,97
Jambon	2,66	2,20	3,36	3,56	3,32	3,51	3,27	2,72	3,09	3,00
Charcuterie	8,59	9,51	7,08	5,98	5,60	6,55	6,05	6,96	6,75	7,03

Source : « La consommation alimentaire des Français », **Études et conjoncture,** 7 juillet 1967.

On trouve une forte consommation de viande de boucherie dans la Région Parisienne, le Midi-Méditerranéen et le Massif Central. Par contre, la consommation de l'Est est très faible mais on y consomme beaucoup de porc et de charcuterie. L'Ouest consomme des quantités élevées de veau, alors que la consommation des autres viandes de boucherie et de porc y est faible. D'autre part, on constate une forte consommation de volailles et de lapins dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Bassin Parisien, qui remplace en partie la viande de boucherie, d'autant plus que l'autoconsommation et la production fermière restent importantes dans ces régions.

1.3.2. — La consommation de viande par catégorie socio-professionnelle

Nous nous sommes attachés aux données en quantités et non aux dépenses en francs. Il s'agit donc ici de la consommation en kg par habitant selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage en 1965.

Les agriculteurs exploitants et salariés agricoles consomment nettement moins de viande de boucherie que les autres catégories, à l'exception des ouvriers ; cela est compensé par une plus forte consommation de porc, de charcuterie et surtout de volailles et de lapins. La consommation des ouvriers s'avère de façon générale inférieure à celle des employés sauf pour la viande de cheval, le porc et la charcuterie.

Comme on pouvait s'y attendre, les industriels, gros commerçants et cadres supérieurs sont les plus forts consommateurs de viande de boucherie, notamment de veau et de mouton. La structure de la consommation des cadres moyens est assez proche — à un niveau inférieur — de celle de la consommation des cadres supérieurs. Enfin, la consommation de viande des inactifs reste modérée, mais il faut noter qu'il s'agit en général de personnes âgées et que leur consommation de volailles, lapins et œufs surtout est assez élevée.

1.4. — Inadaptation de la production(1)

Bien que les quantités de viande abattue aient augmenté de 72,3% de 1950 à 1966, la production ne suit pas le développement de la consommation de façon satisfaisante. En règle générale, la production s'adapte mal aux besoins ; elle est insuffisante pour le mouton et le cheval et reste soumise à de fortes variations cycliques pour les bovins (cycle de 7 ans) et les porcs (cycle de 3 ans).

Dans la phase haute du cycle, il faut exporter des excédents à bas prix le plus souvent. En phase de baisse, il y a une pénurie qui entraîne de vives hausses de prix malgré les taxations, les blocages de prix et les opérations de stockage et de destockage de la S.I.B.E.V. (créée en 1953 pour régulariser le marché et les cours). Le volume de la production dépend beaucoup des prix de gros, qui reflètent mal la demande des consommateurs. L'inadéquation de l'offre et de la demande favorise, en effet, la spéculation qui — jointe à la lourdeur de l'appareil de distribution — aggrave les irrégularités des prix et des cours.

De 1959 à 1962, la production s'est accrue suffisamment pour que le solde du commerce extérieur soit positif ; par contre, à partir de 1963, la balance commerciale est fortement déficitaire. De 1959 à 1966, les importations ont été en s'accroissant (+ 255 % en tonnage). En 1966, elles ont représenté 10% environ du marché français. Durant la même période, les exportations n'ont augmenté que de 30%, d'où l'apparition d'un déficit du commerce extérieur de 1963 à 1966. Celui-ci ne semble pas, toutefois, s'être maintenu en 1967 dans les mêmes proportions que les années précédentes.

Évolution du commerce extérieur des viandes

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Importations (1) (en 1 000 t)	68	98	103	74	165	281	248	242
Exportations (en 1 000 t) ...	153	217	246	275	223	187	191	200
Solde (en 1 000 t)	— 85	+ 119	+ 143	+ 203	+ 58	— 94	— 57	— 42
Solde (en millions de francs)	+ 130	+ 218	+ 252	+ 364	— 105	— 642	— 445	— 491

(1) Exprimées en poids carcasse.

Source : C.N.C.E. et Statistiques du Commerce Extérieur.

(1) Voir tableau page suivante.

Production animale. Quantités de viande abattue

(milliers de tonnes)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Abattoirs publics																	
— Espèce bovine																	
– Adultes	710,9	726,3	757,6	836,6	997,5	1 017,6	953,8	959,0	934,2	999,1	1 099,1	1 223,0	1 261,0	1 238,0	1 184,0	1 225,0	1 307,0
– Veaux	291,5	255,9	266,5	316,3	356,9	366,9	357,5	344,8	328,0	348,1	383,2	400,2	413,4	421,7	401,7	411,0	428,0
— Espèce ovine	93,9	93,8	99,1	104,3	104,6	109,8	105,3	113,8	106,0	119,3	131,6	133,1	129,4	114,9	120,8	134,0	142,0
— Espèce porcine	495,4	449,0	558,7	635,7	624,4	676,6	809,2	848,3	851,3	961,3	926,0	944,2	1 064,1	1 007,7	1 012,7	1 254,0	1 266,0
— Espèce chevaline, asine	65,0	80,0	80,0	80,0	90,0	90,0	85,0	85,0	95,0	76,0	78,0	73,0	68,0	76,0	74,0	69,0	61,0
Abattages à la ferme																	
— Espèce bovine – Adultes – Veaux	8,6	7,9	6,9	7,1	5,6	5,5	3,7	3,2	2,8	2,8	2,7	2,8	1,6	1,3	1,3	1,2	1,2
— Espèce ovine	6,1	6,1	5,9	5,7	5,4	5,2	4,7	4,2	4,0	3,7	3,4	1,9	1,6	2,1	3,2	3,0	3,0
— Espèce porcine	294,6	296,0	291,3	284,3	275,6	273,4	265,8	246,7	243,7	238,7	234,0	222,8	221,9	208,3	190,3	185,0	180,0
TOTAL	1 966,0	1 915,0	2 066,0	2 270,0	2 460,0	2 545,0	2 585,0	2 605,0	2 565,0	2 749,0	2 858,0	3 001,0	3 161,0	3 070,0	2 988,0	3 282,0	3 388,0

Source : Ministère de l'Agriculture et C.N.C.E.

La France, d'autre part, importe des produits chers (quartiers arrière de bœuf, jambon) et exporte des produits bon marché (quartiers avant, saindoux). L'écart entre les prix français et les prix étrangers ne permet pas d'assurer des courants réguliers et rémunérateurs à l'exportation.

D'ici 1975, la production devrait continuer à croître grâce à la modernisation des méthodes d'élevage et à la tendance à une gestion plus rationnelle des exploitations agricoles. Les variations cycliques persisteront. La demande doit augmenter aussi, mais plus lentement avec une certaine tendance à la saturation pour le porc.

Il serait ainsi possible de dégager un surplus pour l'exportation suffisant pour que la balance commerciale soit légèrement excédentaire, compte tenu des possibilités d'exportation offertes par la C.E.E.

Perspectives pour 1970 et 1975

(milliers de tonnes)

	1970		1975	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Production (abattages)	3 650	3 850	4 105	4 355
Consommation	3 575	3 725	4 025	4 220
Exportations nettes	75	125	80	135

2. — ANALYSE PAR PRODUIT

L'évolution divergente de la production et de la consommation rend nécessaire une analyse par type de viande.

2.1. — Dépenses consacrées aux différents types de viande

2.1.1. — Évolution des dépenses par catégorie de viande

Il y a une augmentation de la part des dépenses de bœuf, porc (achats), jambon, charcuterie et conserves de viande. La part des dépenses de cheval, de triperie, et d'abats reste stable, tandis qu'elle diminue pour le veau, le mouton et l'autoconsommation de porc.

La demande de bœuf a été l'une des demandes de produits alimentaires les plus durablement intenses, malgré la forte hausse des prix ; l'éventail des prix s'élargit constamment pour compenser l'insuffisante valorisation des bas morceaux peu demandés. Enfin, les achats de porc se sont développés beaucoup plus que l'autoconsommation. Il semble que ce soit la raison pour laquelle la part de la consommation de porc a diminué, alors que le taux d'accroissement moyen des achats de porc (en valeur) a été de 12,6% par an, contre 11,2% par an pour le bœuf.

Évolution en pourcentage des dépenses par catégorie de viandes dans les dépenses totales de viandes en francs courants

	1950	1958	1965	1966
Bœuf	29,9	31,5	32,2	32,6
Veau	16,6	14,2	15,6	15,6
Mouton, agneau	5,8	5,0	5,2	5,2
Cheval	2,3	2,6	2,5	2,3
Porc	14,9	13,5	11,0	10,9
dont : achats	6,4	8,7	8,6	8,5
autoconsommation	8,5	4,8	2,4	2,4
Charcuterie et conserves de viande	19,5	20,7	22,0	21,5
Jambon	8,5	9,8	9,1	9,4
Triperie et abats	2,3	2,3	2,2	2,2

Source : Séries statistiques du C.R.E.D.O.C.

2.1.2. — L'effet de substitution

Il s'exerce assez peu à l'intérieur du secteur viande ; cet effet est beaucoup plus important aux U.S.A. par exemple. On constate, en France, que la consommation de porc tend à se substituer — dans une mesure limitée — à celle de bœuf, en cas de forte augmentation du prix de celui-ci. Selon une étude économétrique de 1967 (1) l'élasticité de la demande de bœuf par rapport au prix du porc frais semble faible (0,3), celle du porc par rapport au prix du bœuf nettement plus élevée. D'autre part, la consommation de bœuf, de porc, de jambon et de charcuterie s'est vraisemblablement développée aux dépens de celle de veau, de mouton et de cheval, ces trois viandes ayant connu la plus forte hausse de prix au cours de la période. La stabilité de la consommation de cheval s'explique par le fait que c'est une viande très prisée à Paris et dans les milieux urbains ; elle a donc été favorisée par l'urbanisation croissante, bien que les prix aient beaucoup augmenté, l'offre étant insuffisante. Beaucoup de gens considèrent le veau et le mouton comme des viandes de luxe. Par contre, le jambon, autrefois consommation de luxe, est devenu un produit de grande diffusion. Il y a une « démocratisation » du jambon, rendue possible par le développement de la production assurée par l'industrie de la salaisonnerie, ainsi que par la politique gouvernementale, qui a freiné les prix en recourant à l'importation et à la fixation de prix de détail maxima.

Du côté de l'offre, des raisons économiques motivent ces substitutions. Elles tiennent soit à la conjoncture, soit à l'évolution technique à long terme :

- **Raisons conjoncturelles :** la production de porc et de jambon s'est accrue fortement de 1955 à 1958, et également en 1962 et 1963, alors que la production de bœuf diminuait ou restait stationnaire. Le prix de détail du porc a alors peu varié, tandis que le prix du bœuf montait.

- **Raisons techniques :** les effets de la technique se font sentir très lentement pour la production de mouton et assez lentement pour le bœuf, malgré l'expansion des cultures fourragères et le développement de l'élevage de races mixtes (fournissant lait et viande). Mais les races charolaise et limousine — importantes pour la production de viande — progressent peu. Par contre, la production de porc s'est accrue fortement grâce à l'utilisation d'aliments composés et la mise en place d'élevages de type industriel. Les abattages familiaux ont fortement diminué depuis 1950, d'où la baisse de l'autoconsommation de porc. L'évolution technique a également favorisé l'expansion de la production de charcuterie et de conserves de viande.

2.2. — Conjoncture

Évolution de la consommation et des prix de 1950 à 1966

	Taux d'accroissement annuel moyen de la consommation en francs courants (%)	Indice en 1966 des prix à la consommation 1950 = 100 (1)	Accroissement de la consommation en francs constants (%)	Taux d'accroissement annuel moyen de la consommation en francs constants (%)
Bœuf	11,2	286,2	92,0	4,2
Veau	10,2	324,9	45,8	2,4
Mouton	10,0	300,0	52,5	2,7
Cheval	10,5	300,4	64,9	3,2
Porc :				
achats	12,6	256,2	158,8	6,1
autoconsommation	2,4	207,0	— 28,6	— 1,6
Charcuterie	11,3	207,1	179,1	6,4
Jambon	11,2	198,7	168,3	6,6
Triperie et abats	10,2	267,9	78,0	3,7
Total Viande	10,6	255,4	97,2	4,3

(1) — Cet indice est de :

- 205,4 pour la consommation alimentaire totale.
- 217,2 pour la consommation totale.

Source : Séries statistiques du C.R.E.D.O.C.

(1) Étude économétrique de la demande de viande de H. FAURE, **Consommation**, N° 1-1967.

Par ailleurs de 1950 à 1966, la quantité de viande abattue (en poids-carcasse) s'est accrue de 82% pour le bœuf, de 48% pour le veau, de 25% pour le mouton et de 83% pour le porc. Par contre, elle a diminué de 6,2% pour le cheval.

Jusqu'en 1955 la consommation augmente rapidement — sauf en 1951 avec l'inflation généralisée — car c'est une période de rattrapage. La consommation totale en volume progresse de 34,1%, soit un taux moyen d'accroissement annuel de 6% ; les prix s'élèvent de 35,6%.

Au cours des trois années suivantes (1955, 1956, 1957) la consommation augmente plus lentement avec un taux d'accroissement annuel moyen de 4,1% ; le prix augmente de 13%. L'évolution est différente selon les catégories de viande. La consommation en volume de bœuf et de veau reste pratiquement stationnaire, celle de mouton, de cheval, de porc (achats), de jambon et de charcuterie s'accroît nettement.

L'année 1958 est marquée par une hausse de prix des viandes de 18%. On assiste à une diminution de la consommation en volume pour le bœuf, le veau, le mouton, le jambon et la charcuterie.

De 1959 à 1966, la consommation et la production connaissent une nouvelle phase d'essor, avec toutefois un palier en 1963-1964 et une hausse des prix à la consommation de 42%. L'évolution diffère selon les catégories de viande. La consommation et la production de viande bovine et ovine augmentent (avec une baisse en 1963-64), celle de porc également, mais avec de fortes irrégularités. La consommation de cheval s'élève très peu, car l'offre est insuffisante et le prix en très forte hausse. Enfin, la consommation de charcuterie et de jambon est en augmentation forte et régulière, leur prix augmentant moins vite que le prix moyen des produits alimentaires.

La libéralisation des échanges, en permettant des importations à moindre coût, contribue à compenser les irrégularités de production liées au cycle. Mais les importations elles-mêmes dépendent des disponibilités en devises. Or, les hausses de prix de la viande (en 1958 notamment) surviennent essentiellement en période d'inflation, qui réduit les stocks de devises. Par contre, le déficit des échanges extérieurs portant sur la viande de 1963 à 1966 a été en partie rendu possible par la situation favorable de la balance française des paiements.

2.3. — L'évolution technique

L'élevage reste encore en majeure partie le fait de petites exploitations. La production de viande vient à la première place dans la production agricole et représente le tiers du revenu agricole. Sur 1,7 million de paysans, 1,3 million fait de l'élevage, mais chacun d'eux ne commercialise que 5 kg de bœuf en moyenne par jour, les 3/4 des troupeaux de bovins ne dépassant pas 15 bêtes.

On voit, cependant, s'amorcer le développement d'une production de masse destinée aux abattoirs industriels (au nombre de 174 en 1966). La sélection génétique des bovins et porcins est de plus en plus poussée et l'insémination artificielle permet de réduire le nombre des animaux de reproduction. Enfin, depuis que l'agriculture se mécanise, il y a moins d'animaux de travail réformés sur le marché.

Le troupeau de bovins, moutons, chevaux et porcs a atteint 41,2 millions de têtes en 1966 contre 32,4 millions en 1950 ; il se répartit ainsi :

(millions de têtes)

	1950	1966
Bovins	15,8	21,18
Moutons	7,5	9,18
Chevaux	2,3	1,04
Porcs	6,8	9,83

Consommation de viande

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966 (provt)
Millions de NF																	
Viandes de boucherie et porc frais :																	
Bœuf	2 007	2 806	3 093	3 135	3 476	3 575	4 187	4 562	5 325	5 606	6 311	7 010	7 802	8 771	9 421	9 964	11 033
Veau	1 114	1 300	1 421	1 605	1 792	1 935	2 025	2 024	2 410	2 609	2 945	3 250	3 597	4 149	4 518	4 834	5 279
Mouton, agneau	389	489	541	546	623	688	739	790	858	933	1 030	1 113	1 228	1 302	1 452	1 622	1 784
Cheval	160	219	277	311	311	334	334	345	448	491	512	547	584	648	745	773	790
Porc frais : Achats	430	659	787	810	885	1 013	1 074	1 200	1 486	1 547	1 678	1 924	2 129	2 424	2 742	2 669	2 854
Autoconsommation	570	700	750	750	750	700	700	750	810	737	817	824	740	893	800	736	843
Total (viandes de boucherie et porc frais)	4 670	6 173	6 869	7 157	7 837	8 245	9 059	9 671	11 337	11 923	13 293	14 668	16 080	18 187	19 678	20 598	22 583
Jambon	573	675	861	932	1 000	1 144	1 247	1 358	1 653	1 794	1 938	2 178	2 266	2 539	2 783	2 808	3 178
Charcuterie, plats cuisinés et conserves de viande	1 309	1 563	2 118	2 347	2 322	2 545	3 059	3 225	3 513	4 039	4 239	4 620	5 133	5 548	6 214	6 797	7 267
Triperie et abats	158	190	218	258	264	269	299	339	391	424	451	484	524	564	618	685	754
TOTAL	6 710	8 601	10 066	10 694	11 423	12 203	13 664	14 593	16 894	18 180	19 921	21 950	24 003	26 838	29 293	30 888	33 782
Indices valeur (1950 = 100)																	
Viandes de boucherie et porc frais :																	
Bœuf	100,0	139,8	154,1	156,2	173,2	178,1	208,6	227,3	265,3	279,3	314,2	349,0	388,3	436,6	468,9	496,1	549,5
Veau	100,0	116,7	127,6	144,1	160,9	173,7	181,8	181,7	216,4	234,2	264,3	291,7	322,9	372,3	405,5	433,8	473,7
Mouton, agneau	100,0	125,7	139,0	140,3	160,2	176,8	189,9	203,1	220,6	239,7	264,6	286,0	315,4	334,1	372,6	416,2	457,5
Cheval	100,0	137,1	173,6	195,0	195,0	209,4	209,4	216,4	281,1	308,1	321,6	343,6	371,1	407,2	467,7	485,0	495,4
Porc frais : Achats	100,0	153,1	182,9	188,1	205,6	235,3	249,5	278,8	345,2	359,3	389,9	446,8	494,6	563,3	637,2	620,2	663,0
Autoconsommation	100,0	122,8	131,6	131,6	131,6	122,8	122,8	131,6	142,1	129,3	143,3	144,5	129,7	156,5	140,1	129,0	147,8
Ensemble (viandes de boucherie et porc frais)	100,0	132,2	147,1	153,3	167,8	176,6	194,0	207,1	242,8	255,3	284,5	314,1	344,4	389,4	421,4	441,1	483,6
Jambon	100,0	117,7	150,2	162,7	174,6	199,6	217,6	236,9	288,5	313,0	338,2	380,0	395,3	442,9	485,3	489,8	554,6
Charcuterie, plats cuisinés et conserves de viande	100,0	119,4	161,8	179,3	177,4	194,4	233,7	246,4	268,4	308,6	323,8	353,0	392,3	423,9	475,0	519,6	555,6
Triperie et abats	100,0	120,0	138,0	163,0	167,0	170,0	189,0	214,0	247,0	268,0	285,0	305,9	331,1	356,7	390,7	433,2	476,6
ENSEMBLE	100,0	128,2	150,0	159,4	170,2	181,9	203,6	217,5	251,8	270,9	297,0	327,1	357,7	400,0	436,6	460,3	503,6

Indices volume (1950 = 100)																	
Viandes de boucherie et porc frais :																	
Bœuf	100,0	105,7	114,0	120,7	136,5	135,1	142,7	144,3	138,1	141,9	151,5	161,5	168,9	175,7	175,9	178,9	192,0
Veau	100,0	88,2	91,6	108,5	122,0	125,4	122,1	116,0	111,9	118,2	127,2	133,7	141,3	143,8	136,8	139,0	145,8
Mouton, agneau	100,0	108,4	111,7	111,7	113,4	116,7	116,7	117,6	111,8	120,4	129,9	128,5	130,0	121,9	129,6	141,9	152,5
Cheval	100,0	107,7	115,3	130,6	142,3	150,0	150,0	152,7	161,7	160,9	169,6	166,4	164,6	170,5	181,2	173,2	164,9
Porc frais : Achats	100,0	104,7	119,8	134,1	138,7	153,0	165,7	179,3	188,0	195,9	198,3	204,2	221,8	222,9	230,7	251,5	258,8
Autoconsommation	100,0	101,3	98,7	97,5	97,5	98,7	98,7	93,1	91,7	91,5	89,7	85,4	84,9	79,7	75,7	73,6	71,4
Ensemble (viandes de boucherie et porc frais)	100,0	101,2	107,3	116,1	127,2	129,4	133,1	133,2	130,0	134,7	142,2	147,9	154,7	157,2	157,0	161,5	—
Jambon	100,0	99,0	125,1	139,8	144,3	160,3	175,2	187,1	185,3	201,0	207,2	214.2	225,1	241,1	254,1	266,8	279,1
Charcuterie, plats cuisinés et conserves de viande	100,0	94,2	116,3	132,6	131,4	141,9	168,6	177,9	176,7	197,7	203,8	210,1	228,2	231,4	240,0	260,2	268,3
Triperie et abats	100,0	104,0	107,0	121,0	125,0	129,0	132,0	139,0	133,0	136,0	144,6	150,1	157,3	160,9	161,1	168,5	177,9
ENSEMBLE	100,0	99,8	110,3	121,1	129,2	134,1	143,0	145,8	143,0	151,6	158,8	164,7	174,0	177,7	180,1	188,2	197,2
Indices prix (1950 = 100)																	
Viandes de boucherie et porc frais :																	
Bœuf	100,0	132,3	135,2	129,4	126,9	131,8	146,2	157,5	192,1	196,8	207,4	216,1	229,9	248,5	266,6	277,3	286,2
Veau	100,0	132,3	139,3	132,8	131,9	138,5	148,9	156,6	193,4	198,1	207,8	218,2	228,5	258,9	296,4	312,1	324,9
Mouton, agneau	100,0	116,0	124,4	125,6	141,3	151,5	162,7	172,7	197,3	199,1	203,7	222,6	242,6	274,1	287,5	293,3	300,0
Cheval	100,0	127,3	150,6	149,3	137,0	139,6	139,6	141,7	173,8	191,5	189,6	206,5	223,0	238,8	258,1	280,0	300,4
Porc frais : Achats	100,0	146,2	152,7	140,3	148,2	153,8	150,6	155,5	183,6	183,4	196,6	218,8	223,0	252,7	276,2	246,6	256,2
Autoconsommation	100,0	121,2	133,3	135,0	135,0	124,4	124,4	141,4	155,0	141,3	159,8	169,2	152,8	196,3	185,1	175,3	207,0
Ensemble (viandes de boucherie et porc frais)	100,0	130,6	137,1	132,0	131,9	136,5	145,8	155,5	186,8	189,5	200,1	212,4	222,6	247,7	268,4	273,1	—
Jambon	100,0	118,9	120,0	116,4	121,0	124,5	124,2	126,6	155,7	155,7	163,2	177,4	175,6	183,7	191,0	183,6	198,7
Charcuterie, plats cuisinés et conserves de viande	100,0	126,8	139,1	135,2	135,0	137,0	138,6	138,5	151,9	156,1	158,9	168,0	171,9	183,2	197,9	199,7	207,1
Triperie et abats	100,0	115,4	129,0	134,7	133,6	131,8	143,2	154,0	185,7	197,1	197,3	203,8	210,5	221,7	242,5	257,1	267,9
ENSEMBLE	100,0	128,5	136,0	131,6	131,7	135,6	142,4	149,2	176,1	178,7	187,0	198,6	205,6	225,1	242,4	244,6	255,4

Source : Séries statistiques du C.R.E.D.O.C. Une nouvelle base d'estimation est en préparation et doit paraître dans quelques mois.

2.3.1. — Les techniques d'élevage

Si les cultures fourragères sont en forte expansion, **le fait marquant est l'utilisation croissante des aliments composés pour animaux.** La production qui était de 381 000 tonnes en 1957 a atteint 5 millions de tonnes en 1966, dont 22% pour les bovins, 32,8% pour les porcins, 39,4% pour les volailles, les 5% restants étant destinés aux ovins et aux lapins. La production pourrait atteindre 7 millions de tonnes en 1970. Les techniques d'élevage ont, toutefois, évolué différemment selon les types d'animaux.

• BOVINS

A côté de l'élevage de plein air et de l'engraissement à l'auge, la stabulation libre permet l'alimentation en « libre service » de bovins laissés en semi-liberté dans un bâtiment et une enceinte abritée. De grands élevages de bovins sont désormais techniquement réalisables ; le problème est de trouver des lots homogènes et suffisants de jeunes veaux devant être engraissés dans ces élevages.

D'autre part, l'alimentation des veaux nécessite moins de lait entier. On utilise de la poudre de lait, du lait écrémé additionné de matières grasses végétales et des aliments composés. Ces derniers permettraient une économie de 1 franc par kg de viande abattue. Cette méthode est surtout utilisée dans le Bassin parisien.

Enfin, certains tentent d'élever de jeunes bovins nourris d'aliments composés et destinés à être abattus entre 18 et 22 mois, qui sont l'équivalent du « baby-beef » américain.

Les méthodes d'élevage des bovins se transforment lentement, car les petites exploitations traditionnelles se prêtent mal aux techniques modernes et à ce développement de la production de bœuf. Celle-ci, en effet, **nécessite des capitaux et un fond de roulement assez élevé.** Beaucoup de petits éleveurs préfèrent la production laitière, qui bénéficie de prix de soutien (prix indicatif à la production et prise en charge de toute la production fermière par les entreprises laitières) assurant un revenu régulier. La production de viande risque d'être freinée si la production excédentaire de lait était réduite par le biais d'un moindre soutien des prix. Celui-ci, par ailleurs, freine la modernisation de l'élevage et de la production de viande en maintenant la structure traditionnelle (1).

• MOUTONS

La transformation des méthodes est lente. Après une longue période de déclin, l'élevage a repris très progressivement à partir de 1964. Des centres d'apprentissage pour bergers ont été créés et des recherches vétérinaires sur les maladies du mouton se sont développées. Pour pallier au manque de bergers, certains éleveurs (dans le Limousin surtout) pratiquent l'élevage de plein air en parc clos. Mais l'élevage ovin continue à être concurrencé par d'autres productions agricoles (blés, forêts) réduisant la superficie des terres qui lui sont consacrées.

• CHEVAUX

Le troupeau diminue régulièrement du fait de la mécanisation de l'agriculture et de la motorisation de l'armée. Le succès des sports équestres n'est pas parvenu à renverser cette tendance.

• PORCS

Bien que l'élevage soit encore assuré par de petites exploitations de polyculture, **il y a eu une rapide transformation des techniques d'élevage, qui a permis une production plus intensive à un moindre prix de revient.** Les éleveurs ont créé des centres d'engraissement modernes auprès des fromageries et laiteries, ainsi que des élevages industriels à base d'aliments composés, dont la consommation a presque doublé de 1957 à 1961. Les fabricants de ces aliments contrôlent de nombreux élevages, ce qui soulève de vives craintes dans les milieux agricoles. Une loi d'août 1962 tend à freiner le développement des élevages industriels en soumettant leur création et leur extension à un arrêté préfectoral.

---

(1) La conversion de la production laitière (avec rentrées hebdomadaires) à la production de viande (avec les premières rentrées perçues à la fin de la première campagne d'élevage) pose un problème de capitaux.

2.3.2. — Techniques de transformation de la viande

Le développement de l'industrie de la salaisonnerie et de la conserverie tend à faire du charcutier détaillant un revendeur de produits finis, malgré la persistance d'un certain attachement pour les produits artisanaux et régionaux.

Les méthodes de traitement des jambons ont évolué rapidement du fait de la mécanisation croissante des opérations, qui a permis une augmentation de la productivité et le développement de l'industrie de la salaisonnerie. La livraison sous enveloppes plastiques, tend d'autre part à se substituer à la livraison en boîte ou sous papier sulfurisé.

En ce qui concerne la charcuterie et les conserves de viande, l'évolution technique a été surtout marquée par la mécanisation des opérations et un recours croissant à des installations de réfrigération en progrès constant. L'utilisation plus large des aciers inoxydables pour le matériel de traitement offre de meilleures conditions sanitaires. L'évolution des techniques de conserverie tend à obtenir une production intensive répondant aussi à des exigences plus grandes d'hygiène ou de goût : des mélangeurs sous vide désaèrent la masse de viande pour éviter les risques d'altérations, des machines permettent la fermeture automatisée des boîtes sous vide et des thermo-couples assurent le contrôle de la température intérieure de la boîte.

2.4. — Conclusions

En tenant compte de l'évolution technique, du niveau des revenus, du niveau des prix réels et des modifications intervenant dans la structure de la consommation, il est possible d'établir des projections pour 1970 et 1975.

2.4.1. — Les prévisions de consommation

Elles se fondent sur :

- une population urbaine atteignant 35 millions d'habitants en 1970 et 38,25 millions en 1975 ;
- un revenu par habitant en hausse par rapport à la moyenne 1959-1961 de 44,4% à 54,5% en 1970 et de 71,5% à 92,5% en 1975 ;
- une augmentation des prix réels de la viande rouge de 15% par rapport à la moyenne 1959-1961. L'hypothèse d'une baisse du prix du porc n'a pas été retenue bien que la production française soit excédentaire.

Perspectives les plus probables de consommation en 1970 et 1975

(milliers de tonnes

	Moyenne 1958-1960	1970	1975
Bœuf	970,4	1 460	1 720
Veau	351,0	420	420
Mouton / Cheval	227,0	195 à 198 100 à 107	200 à 260 110 à 120
Porc	1 072,2	1 400 à 1 540	1 575 à 1 750

(1) Poids carcasse.

D'autre part, selon le rapport de la Commission des Industries agricoles et alimentaires pour le Ve Plan, la consommation de charcuterie, jambons, salaisons, atteindrait 255 000 tonnes en 1970, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4,2% depuis 1962.

2.4.2. — Les prévisions de production

Les effets de l'évolution technique ne se feront sentir que progressivement pour le bœuf, le veau, le mouton et le cheval. La modification des méthodes d'élevage du porc continuera dans le sens qui s'est manifesté depuis 1956-1957. Par ailleurs, les races mixtes continueront à avoir la faveur des éleveurs et la production de lait pourrait être délaissée par certains pour celle de viande. La substitution de la viande au lait dépend cependant de la politique agricole et de la politique des revenus agricoles qu'adopteront les gouvernements des pays du Marché Commun.

Perspectives les plus probables de production en 1970 et 1975

(milliers de tonnes de poids-carcasse)

Abattages	Moyenne 1958-1960	1970	1975
Bœuf (1)	1 003,3	1 590	1 830
Veau	351,0	420	420
Mouton / Cheval	206,0	175 à 178 65 à 67	180 à 185 70 à 75
Porc	1 082,0	1 400 à 1 600	1 600 à 1 850

(1) Les précisions se rapportent à une année médiane du cycle du bœuf.

La production de charcuterie, jambons et salaisons serait de l'ordre de 265 000 tonnes en 1970.

2.4.3. — Incidences sur le commerce extérieur

En 1970 et 1975 le solde du commerce extérieur serait positif pour le bœuf et le porc, négatif pour le mouton et le cheval. Il n'est pas prévu d'exportations nettes de veau.

Perspectives d'échanges en 1970 et 1975

(quantités abattues)

(milliers de tonnes de poids carcasse)

	Moyenne 1958-1960	1970	1975
Exportations nettes :			
Bœuf	32,9	130	110
Porc	9,8	0 à 60	25 à 100
Importations nettes :			
Mouton / Cheval	21,0	20 à 25 35 à 40	20 à 25 35 à 50
Solde total	+ 21,7	+ 75 à + 125	+ 80 à + 135

En outre, la France devrait développer ses exportations nettes de bovins sur pied. Elles atteindraient 40 000 tonnes en 1970 et 20 000 tonnes en 1975 contre 8 700 tonnes pour la moyenne 1958-1960.

Les importations de charcuterie, salaisons et jambons atteindraient environ 15 500 tonnes en 1970 et les exportations seraient un peu inférieures à 5 000 tonnes. Il y aurait donc un déficit de l'ordre de 10 000 tonnes.

Les perspectives de consommation et de production font apparaître pour le bœuf un solde exportateur plus élevé en 1970 qu'en 1975. Compte tenu, tout d'abord, des incertitudes inhérentes aux hypothèses de départ, la différence apparaît peu importante. Les exportations nettes représenteraient 8,1 % de la production française en 1970 et 6 % en 1975, contre 7,5 % en moyenne pour les années 1960-1966. Ces chiffres sont inférieurs à la marge d'erreur admise pour les projections de consommation et de production.

La préférence pour le bœuf et les grillades continuera à s'accentuer alors que l'élevage bovin ne s'orientera que lentement vers la production prioritaire de viande. De 1970 à 1975, la consommation de bœuf devrait ainsi augmenter de 17,7% et les quantités de viande abattue de 15% ; il y aurait donc moins d'excédents exportables. L'exportation continuerait à être considérée comme le « déversoir » du marché intérieur ; ce qui ne paraît pas favorable à la conquête de débouchés stables à l'extérieur.

Mais il faut noter que la France a peu de chances de devenir un exportateur net permanent aux environs de 1970. Les exportations nettes, en effet, ne dépasseraient guère en moyenne 5% de la production, avec un maximum de 10% en période faste et des importations nettes lors de la phase basse du cycle du bœuf. En outre, un changement dans les goûts

des consommateurs ne modifiera pas d'ici 1970 les rapports entre production, consommation et exportations nettes. Mais, à plus long terme, les échanges extérieurs français de bœuf pourraient devenir déficitaires si les tendances observées au cours des 10 dernières années venaient à être légèrement modifiées. Enfin, la production de bœuf pourrait être inférieure aux projections si les conditions d'accès au marché des Cinq venaient à être moins favorables que prévu.

L'évolution de la production et des exportations de viande (porc et bœuf) seront nettement influencées au cours des prochaines années par l'organisation des marchés agricoles dans la C.E.E. et la politique agricole commune. La suppression des droits de douane et l'harmonisation des conditions du marché est intervenue le 1er janvier 1968 pour le porc (1) et le 29 juillet 1968 pour le bœuf. Les exportations françaises vers les Cinq sont protégées d'une concurrence à bas prix des pays tiers par le système du prélèvement. Mais il est très possible qu'un pays membre (l'Allemagne surtout) préfère acquitter le prélèvement et continuer ses achats aux pays tiers, afin de maintenir ses courants commerciaux antérieurs.

---

(1) A la fin de mai 1968, le Conseil des Ministres de la C.E.E. a autorisé la France à percevoir — à titre provisoire — une taxe à l'importation.

ANNEXE

De nouvelles estimations de la consommation des ménages seront publiées par l'I.N.S.E.E. vers le milieu de 1969. Les données déjà disponibles concernant 1962, année de base de la nouvelle série, permettent de rectifier les estimations de la consommation présentées dans cette note. Le pourcentage des viandes dans les dépenses alimentaires et totales des ménages diminue peu (1,8 et 0,1 point respectivement). Les changements sont plus notables pour la part des divers types de viande dans les dépenses totales de viande en francs courants. Ces dépenses ont été calculées par l'I.N.S.E.E. selon les deux bases mais en ne tenant pas compte de la consommation hors du domicile, d'où une différence avec les statistiques du C.R.E.D.O.C. (comprenant toute la consommation territoriale) qui ont permis d'établir le tableau p. 99. Les calculs de l'I.N.S.E.E. permettent néanmoins de se rendre compte approximativement des différences entre les deux bases :

Part des diverses catégories de viande dans les dépenses totales de viande en francs courants en 1962.

	Base ancienne (en %)	Base nouvelle (en %)
Bœuf	36,1	33,7
Veau	17,4	14,4
Mouton	6,1	5,9
Cheval	2,9	3,5
Porc frais, salé, fumé :		
achats	9,7	10,9
autoconsommation	6,5	5,3
Jambon	6,6	7,8
Charcuterie (1)	12,4	14,6
Triperie	2,3	3,9
Total	100,0	100,0

(1) Conserves de viande et plats préparés inclus.

Il semble donc que les séries C.R.E.D.O.C. comportent une surestimation de la part du bœuf et surtout du veau. Inversement, le porc, les produits à base de porc, le cheval et la triperie sont sous-estimés. L'effet de substitution du porc au détriment du bœuf serait donc plus important qu'envisagé auparavant. Le taux d'accroissement annuel moyen en francs courants (Cf. p. 100) devrait être réduit sensiblement pour le veau et l'autoconsommation de porc ainsi que — dans une moindre mesure — pour le bœuf et le mouton. Ce taux devrait, en revanche être nettement relevé pour le cheval et la triperie. Le relèvement paraît devoir être assez faible, enfin, pour les achats de porc, la charcuterie et le jambon.

BIBLIOGRAPHIE

JOUVENEL (B. de). — Situation des Sciences Sociales aux États-Unis. Revue « Analyse et Prévision », Tome V, mai 1968, n° 5, pp. 319-328.

Jouvenel donne ici une suite à son étude « Recherche et Développement aux États-Unis mythe et réalités » qui avait paru dans « Analyse et Prévision » en Octobre 1967.

Son propos est d'étudier les rapports qui existent aux États-Unis entre les autorités fédérales et les Sciences Sociales, entre les pouvoirs publics et les intellectuels. Jouvenel utilise à cet effet les résultats obtenus par H. Orlans dans une récente enquête que lui avait confiée la Commission Reuss : « the use of Social Research in Federal Domestic Programs ».

La première partie de l'étude porte sur la place des Sciences Sociales dans le cité intellectuelle. Que sont les Sciences Sociales ? une définition complète et précise est ardue à trouver, Jouvenel cite celle donnée par la National Science Foundation : « Les Sciences Sociales s'adressent à la compréhension du comportement des institutions sociales et des groupes, et des individus comme membres d'un groupe... En sus des travaux dans les disciplines ou sujets traditionnellement considérés comme Science Sociale, on entend que le domaine embrasse aussi des travaux dans d'autres disciplines ou sujets où l'étude est entreprise principalement pour comprendre le comportement des groupes ». Quelle est la mission des Sciences Sociales ? Les scientifiques la conçoivent comme l'étude des problèmes d'adaptation de la société à l'« impact » des techniques nouvelles. Quelle est leur place par rapport aux Sciences Pures ? B. de Jouvenel l'a dit « ancillaire », c'est-à-dire seconde, suivante ; leur valeur est reconnue en principe plus qu'en application.

Dans la seconde partie, l'auteur s'appuyant sur deux enquêtes contradictoires, celle d'Orlans et celle de W. W. Ellis « the Federal Government in Behavioral Science, Fields, Methods and Funds », 1964, parle de la recherche en Sciences Sociales. Qui la finance ? Les ressources viennent d'un peu partout, 7% seulement sont distribués par la National Science Foundation, tout le reste provient d'agences opérationnelles dont les deux principales sont le Department of Health, Education and Welfare et l'Office of Economic Opportunity.

En guise de conclusion, Jouvenel aborde le problème très délicat de la mission publique des Sciences Sociales. Mission encore mal définie puisque des sujets lui restent interdits pour des motifs politiques, comme l'étude du complexe technico militaire que possèdent les U.S.A. Il n'en reste pas moins qu'Orlans a réussi à délimiter six domaines d'études qui lui paraissent typiques des Sciences Sociales : le crime, l'éducation, la pauvreté, les aspects sociaux de la médecine et de la santé, la solidarité sociale et les problèmes urbains. Orlans précise toutefois que trop souvent l'application pratique de ces études reste décevante et il cite comme exemple l'enquête sur la criminologie aux États-Unis que les Cours, la Police, les fonctionnaires ont peu utilisée. Cela est dû trop souvent à la rivalité qui existe entre les administrateurs et les chercheurs.

S. Guiraud

FRIEDMANN (Georges). — Télévision et démocratie culturelle. Revue « Communications », n° 10, 1967, pp. 122-134.

L'auteur réunit dans cet article un ensemble de réflexions d'après une enquête menée aux États-Unis sur les problèmes que pose la télévision. Après un bref rappel de l'organisation de la télévision américaine, Friedmann dénonce le malaise qui, né chez le public, s'est répandu par la suite chez les gens du métier.

En avril 1965, un séminaire tenu à Stanford réunissant les professionnels a discuté des remèdes à y apporter ; on a retrouvé chez les conférenciers deux parties : celle qui prône une télévision commercialisée pour le grand public et celle qui veut former le goût de ce

public en l'habituant peu à peu à des programmes d'une culture plus élevée ; que demande le télespectateur ? un divertissement ou un enseignement ? les grandes compagnies ont fait quelques sondages pour connaître plus précisément cette demande du public, sans résultat très positif.

Le gouvernement a alors décidé de créer une Commission d'Enquête chargée d'étudier les besoins financiers de la télévision éducative ; le rapport de cette Commission : « Public télévision : a program for action », paru en janvier 1967, a apporté des idées neuves : ouvrir les émissions à tout homme désireux de s'y exprimer et surtout faire de la télévision un instrument de culture régionale voire même locale. Pour atteindre ce but, il est prévu de mettre sur pied un organisme fédéral indépendant et non commercial chargé d'administrer une société de télévision d'État à caractère culturel : ce centre alimenterait en programmes nationaux les stations éducatives dont le nombre, actuellement de 124 atteindrait 340 au bout de 10 ans. Les 3 grandes compagnies : C.B.S., N.B.C. et A.B.C. ont adopté une attitude coopérative en face de ce projet. Les techniques nouvelles, que ce soit l'enregistrement sur bandes magnétiques ou la multiplicité des stations à hautes fréquences, précipitent elles aussi ce mouvement vers une individualisation de la télévision.

Friedmann conclut son article en plaçant le problème sur un plan plus général : l'influence réciproque qu'exercent l'une sur l'autre l'offre et la demande dans l'établissement des programmes de télévision. Dans quelle mesure peut-on vraiment « façonner » le goût du public ? Friedmann ne trouve pas de réponse satisfaisante à cette question.

S. Guiraud

Le directeur de la publication : G. DUNOD.

Dépôt légal : 4e trimestre 1968. Numéro 5915. Imprimé en France.

Imprimerie Nouvelle, Orléans. — N° 5860.

Promotion des ventes

Clé du succès

par **F. NEPVEU-NIVELLE**

Ingénieur des Arts et Manufactures
Président de la Commission de distribution
du Comité national de l'organisation française

Préface de **H. TOULOUSE**

Ancien président du C.N.O.F.
Président directeur général de la Société des super-marchés Doc

192 pages 16 × 25. 3e *édition*. 1968. Broché ..... 17 F

Rappel

Comment lancer un produit nouveau

Conception - Développement
Commercialisation

par **Robert LEDUC**

Préface de **P. LIOTARD-VOGT**

208 pages 14 × 22, avec 5 figures. 2e *édition*. 1967. Broché ..... 18 F

En vente dans toutes les bonnes librairies et chez

DUNOD **Éditeur, 92, r. Bonaparte - PARIS-6e. 326-99-15**

Vient de paraître

Collection « Marketing »

Marketing

Stratégie et fonctions

par **E. J. KELLEY**
The Pennsylvania State University

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR **M. BISCAYART**
Ingénieur des Arts et Manufactures
M.B.A., Harvard University (U.S.A.)

160 pages 16 × 25, avec 18 figures. 1968. Broché ..... **22 F**

Rappel

Vendre. Marketing

par **M. BISCAYART**

Préface de **P. MINGUET**

272 pages 16 × 25, avec 104 figures. 4e *édition*. 1966. Cartonné ..... **26 F**

En vente dans toutes les bonnes librairies et chez

DUNOD **Éditeur, 92, r. Bonaparte, PARIS-6e. 326-99-15**

CONSOMMATION (ANNALES DU C. R. E. D. O. C.)

1964

N° 1. — Un modèle des dépenses médicales appliqué aux données d'une enquête. — L'épargne des ménages en Israël.

N° 2. — Évolution de la population des ménages de 1954 à 1962. — L'étude de la demande des biens de consommation en économie planifiée.

N° 3. — Comparaison internationale des dépenses d'habitation. — Quelques problèmes de mesure et de prévision de la consommation d'énergie des ménages.

N° 4. — La consommation en France en 1963. — La demande des principaux fruits consommés en France. — Évolution de l'équipement des ménages depuis 1959. — Les dépenses de loisirs (évolution passée et prévisions).

1965

N° 1. — Quelle est la rentabilité des capitaux investis dans les logements en location ? — Analyse des phénomènes d'induction (Évolution de l'emploi dans le commerce par région entre 1954 et 1962). — Quelques réactions des ménages à l'égard de leur logement. — Un modèle des dépenses médicales. — La consommation en France de 1963 à 1964.

N° 2. — Analyse économique et planification urbaine. — Louer ou acheter son logement. — Réflexions sur le rôle de l'avenir dans ce choix. — Les produits surgelés. — La consommation des boissons de 1960 à 1963. — La fréquentation des colonies de vacances jusqu'en 1964.

N° 3. — Les études d'armature urbaine régionale. — Quelques problèmes posés par la prévision de la demande en services collectifs. — Conditions de logement et insatisfaction des ménages en 1961. — Les dépenses de location de voitures sans chauffeur.

N° 4. — Le Plan, accélérateur de croissance. — L'ajustement de l'offre de viande à la demande. — Étude de la série épargne des ménages (1950-1964).

1966

N° 1. — Recherche et aménagements urbains.

N° 2. — La consommation des Français en 1964. — Étude bibliographique sur l'utilisation des services collectifs. — L'influence des facteurs économiques sur la consommation médicale. — L'influence de la Sécurité Sociale sur les dépenses médicales des exploitants agricoles.

N° 3. — Les conditions du marché du logement et le comportement des ménages. — La consommation pharmaceutique des Français. — Les loisirs aux U.S.A. — Les jeunes ménages et leurs conditions de logement en 1963. — La consommation en France en 1964-1965.

N° 4. — Une méthode pour étudier la solvabilité de la demande de logement. — La loi et les travaux d'Engel. — Le « Federal Reserve Board » et les recherches sur l'épargne.

1967

N° 1. — Une étude économétrique de la demande de viande. — La consommation des Français en 1965. — Intégration des méthodes d'approche psycho-sociologiques à l'étude de l'épargne.

N° 2. — Un indicateur de la morbidité appliqué aux données d'une enquête sur la consommation médicale. — La diffusion des services collectifs : phénomène économique ou social ? — Les travaux de préparation du Ve Plan et l'élaboration d'un modèle national de fonctionnement du marché du logement. — Les conditions de vie des familles.

N° 3. — L'épargne des exploitants agricoles. — Structure et équilibre du marché du textile. — Les dépenses touristiques.

N° 4. — L'appareil commercial et les circuits de distribution en France. — Le développement de la radiologie.

1968

N° 1. — Étude critique de méthodes d'enquête. — Étude sur l'offre et la demande de créance.

SOMMAIRE DES PROCHAINS NUMÉROS

La consommation et la demande de monnaie. — Valeur prédictive des intentions d'achat au niveau du ménage pris individuellement. — Comportement des propriétaires vis à vis du logement acheté et la mise de fonds versée. — Conditions moins pondérables du comportement d'épargnant. — L'évolution de la consommatton des produits laitiers.

sommaire

ÉTUDES

Edmond LISLE

Théorie et politique de l'épargne. 3

Juan AZCARATE

Un modèle prévisionnel de la demande de logements (application à la Région Parisienne) 29

NOTES ET CHRONIQUES

Nicole CAMPION

L'évolution de la consommation de viande de 1950 à 1966 89

BIBLIOGRAPHIE

CENTRE DE RECHERCHES
ET DE DOCUMENTATION
SUR LA CONSOMMATION

45, boulevard de la Gare, PARIS – 13e

Tél. POR. 97-59

1968 n° 2

avril juin